



Budget supplémentaire des dépenses (C) 2012-2013

Ottawa, Canada
Modifié: le 22 mars 2013
www.pbo-dpb.gc.ca

Points saillants

- Le Budget supplémentaire des dépenses (C) propose d'ajouter des autorisations budgétaires d'environ 1,5 milliard de dollars au plan des dépenses du gouvernement du Canada (le gouvernement). Si on tient compte des révisions à la hausse de 0,1 milliard de dollars des dépenses budgétaires législatives prévues, on obtient une augmentation des autorisations budgétaires totales de 1,4 milliard de dollars.
 - Globalement, les autorisations budgétaires totales de 2012-2013 atteindraient environ 259 milliards de dollars, ce qui est légèrement inférieur aux chiffres de la même période l'an dernier.
- Le rajustement le plus important qui est demandé dans le Budget supplémentaire des dépenses est une augmentation de 1,6 milliard de dollars du budget de fonctionnement du ministère de la Défense nationale. Il est partiellement compensé par des réductions dans les autorisations de l'organisation (et des transferts correspondants entre crédits) au titre des immobilisations (649 millions de dollars) et des subventions et contributions (50 millions de dollars). Globalement, les transferts proposés situeraient le total des autorisations pour le fonctionnement à un sommet en cinq ans, et les autorisations d'immobilisations à un creux en cinq ans.
- Les [tableaux de suivi du budget de 2012](#) ont également été mis à jour au moyen des données sur les dépenses réelles des six premiers mois de l'exercice et ils ont été versés sur le site Web du DPB. Bien que le gouvernement n'ait pas déposé les plans de dépenses des ministères expliquant comment les économies prévues dans le budget de 2012 seront réalisées et n'ait pas précisé la nature des économies dans les services administratifs, le tableau permet aux parlementaires de comparer les résultats réels et les objectifs des compressions.
 - Bien qu'un grand nombre des coupes prévues indiquées par les ministères et les organismes se reflètent dans les diminutions correspondantes des dépenses réelles, on signale pour certaines activités soumises aux compressions annoncées dans le budget de 2012 des augmentations de dépenses pendant le premier semestre de 2012-2013.
- La Base de données de suivi intégré sera mise à jour aujourd'hui à partir des données du Budget supplémentaire des dépenses (C) de 2012-2013 : www.pbo-dpb.gc.ca.

Produit par Jason Jacques et Trevor Shaw*

* Pour de plus amples renseignements, prière de communiquer avec Jason Jacques (courriel : jason.jacques@parl.gc.ca).

1. Contexte

Le directeur parlementaire du budget (DPB) a pour mandat législatif, notamment, de faire de la recherche et de l'analyse concernant les prévisions budgétaires du gouvernement du Canada (le gouvernement)¹. Pour exercer cet élément de son mandat, le DPB examine les prévisions des dépenses et souligne les rajustements proposés qui nécessitent une analyse plus poussée, dont les suivants :

- Les changements proposés aux crédits qui ont d'importantes répercussions sur le solde budgétaire fédéral;
- Les augmentations de crédits proposées qui représentent un écart marqué par rapport au statu quo.

2. Budget supplémentaire des dépenses (C)

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) propose d'ajouter des autorisations budgétaires d'environ 1,5 milliard de dollars au plan des dépenses du gouvernement du Canada (le gouvernement).

Figure 2-1

Budget supplémentaire des dépenses (C) : autorisations budgétaires

Crédits votés	1,5G\$
Dépenses législatives	(0,1)G\$
Variation nette	1,4G\$

Source : Budget supplémentaire des dépenses (C) 2012-2013.

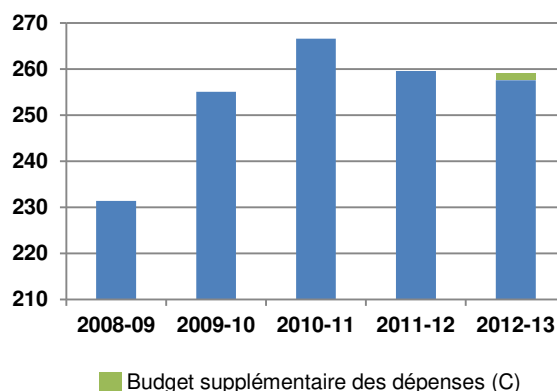
Si on tient compte des révisions à la hausse de 0,1 milliard de dollars des dépenses budgétaires législatives prévues, on obtient une augmentation des autorisations budgétaires totales de 1,4 milliard de dollars (figure 2-1).

Globalement, les modifications proposées dans le Budget supplémentaire des dépenses (C) porteraient les autorisations budgétaires totales de 2012-2013 à environ 259 milliards de dollars (figure 2-2), soit 0,2 % de moins que pour la même période l'an dernier.

Figure 2-2

Autorisations budgétaires

En milliards de dollars



Sources : Budgets principaux et supplémentaires des dépenses de 2008-2009 à 2012-2013.

Dans l'ensemble, les rajustements des autorisations de dépenser proposés dans le Budget supplémentaire des dépenses (C) ne s'écartent pas notablement du plan des dépenses présenté dans le Budget principal des dépenses 2012-2013².

Le taux global d'augmentation annuelle des autorisations est légèrement inférieur à la croissance des dépenses prévue dans la Mise à jour des projections économiques et budgétaires de novembre 2012.

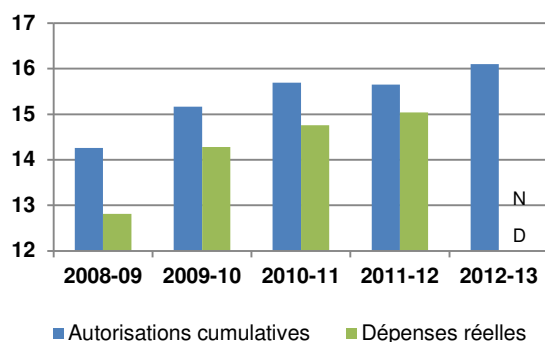
¹ <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-1/TexteCompleet.html?term=79.2>, consulté en février 2013.

² http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Publications/ME_2012_13_FR.pdf, consulté en février 2013.

(i) Variations les plus prononcées en valeur

Le tableau 1 met en lumière les postes dont la variation des autorisations proposées, par rapport aux autorisations totales accordées jusqu'à maintenant dans le Budget principal et les Budgets supplémentaires des dépenses³, est la plus marquée.

Le rajustement le plus important qui est demandé dans le Budget supplémentaire des dépenses (C) est une augmentation de 1,6 milliard de dollars du budget de fonctionnement du ministère de la Défense nationale (MDN). Cette augmentation porterait le total des autorisations au titre du fonctionnement à plus de 16 milliards de dollars (figure 2-3).

Figure 2-3**Autorisations au titre du fonctionnement de la Défense nationale***En milliards de dollars*

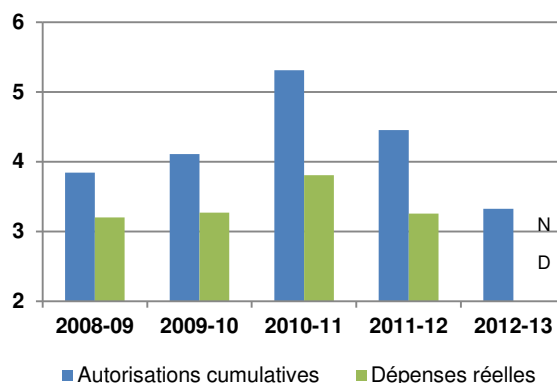
Sources : Autorisations cumulatives extraites des Budgets principaux et supplémentaires des dépenses, de 2008-2009 à 2012-2013; dépenses réelles inscrites aux Comptes publics, de 2009 à 2012.

Une grande partie de l'augmentation des autorisations de dépenses du MDN servira à financer un montant supplémentaire de 1,5 milliard de dollars en services professionnels et spéciaux, et notamment à régler le recours collectif Manuge (726 millions de dollars).

³ La variation en valeur est la différence entre les dépenses annuelles dans les Budgets principal et supplémentaires de dépenses de 2012-2013 et les autorisations de dépenses accordées pendant l'exercice précédent (2011-2012; Budgets principal et supplémentaires des dépenses).

Ce montant est partiellement compensé par un transfert de 649 millions de dollars à partir des autorisations au titre des immobilisations du MDN (surtout pour l'acquisition de machines et de matériel) et par un montant de 50 millions de dollars affecté au départ aux subventions et contributions.

Comme on peut le voir à la figure 2-4, les autorisations au titre des immobilisations à la Défense nationale ont diminué au cours des deux dernières années pour s'établir à 3,2 milliards de dollars, le montant le plus faible en cinq ans. Les diminutions récentes tiennent au report de plans d'acquisition d'actifs importants.

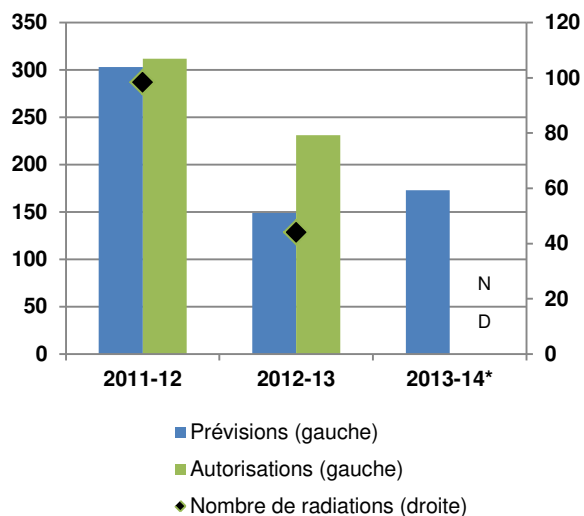
Figure 2-4**Autorisations au titre des immobilisations de la Défense nationale***En milliards de dollars*

Sources : Autorisations cumulatives extraites des Budgets principaux et supplémentaires des dépenses, de 2008-2009 à 2012-2013; dépenses réelles inscrites aux Comptes publics, de 2009 à 2012.

En dehors des réaménagements importants d'autorisations à la Défense nationale, il y a plusieurs demandes de fonds qui apparaissent pour la première fois pendant l'exercice en cours. Par exemple, Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) demande 231 millions de dollars pour radier 44 000 prêts non recouvrables dans le cadre du Programme canadien de prêts aux étudiants (figure 2-5).

Figure 2-5**Programme canadien de prêts aux étudiants : radiations de dettes**

En millions de dollars (gauche); en milliers (droite)



Sources : Budgets supplémentaires des dépenses (C) 2011-2012 et 2012-2013. Rapport actuariel du Bureau du surintendant des institutions financières sur le Programme canadien de prêts aux étudiants.

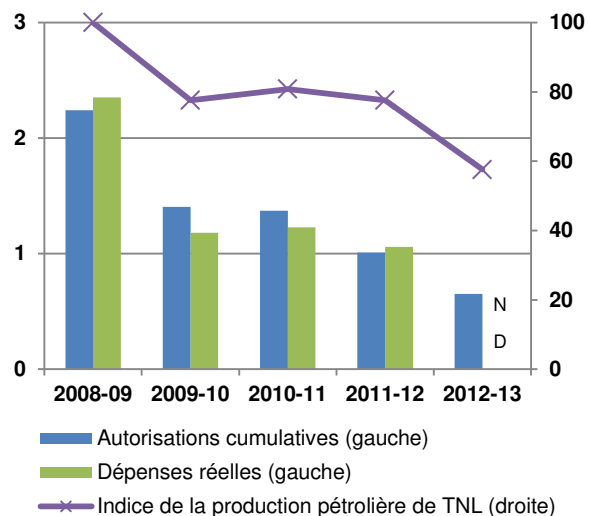
Ce montant est inférieur au montant comparable demandé au cours de l'exercice précédent (312 millions de dollars pour 98 448 dettes), qui correspondait à une accumulation de radiations pour 2010-2011 et 2011-2012. Globalement, les autorisations au titre de la radiation de dettes demeurent supérieures au montant prévu au départ dans le rapport actuariel du Bureau du surintendant des institutions financières sur le Programme canadien de prêts aux étudiants (149 millions de dollars)⁴.

(ii) *Variations les plus prononcées en pourcentage*

Le tableau 2 signale les 10 variations les plus importantes dans les postes, mesurées en pourcentage par rapport aux autorisations totales accordées à ce jour⁵.

⁴ http://www.osfi-bsif.gc.ca/app/DocRepository/1/fra/rapports/bac/CSLP_2011_f.pdf, tableau 10, p. 29, consulté en février 2013.

⁵ Le taux de croissance est le niveau proposé des dépenses annuelles dans les Budgets principal et supplémentaires des

Figure 2-6**Compte des recettes extracôtières de Terre-Neuve**En milliards de dollars (gauche); indice de volume (droite)⁶

Sources : Budgets principaux et supplémentaires des dépenses (A, B et C) : de 2008-2009 à 2012-2013. Comptes publics du Canada, de 2009 à 2012. Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers.

La diminution la plus importante en pourcentage concerne l'estimation prévue par la loi des versements au compte des recettes extracôtiers de Terre-Neuve. Comme le montre la figure 2-6, ces autorisations de dépenses ont diminué au cours des cinq dernières années, passant de 2,2 milliards à 650 millions de dollars, ce qui s'explique par la diminution de la production de pétrole dans la zone extracôtère de Terre-Neuve-et-Labrador.

dépenses de 2012-2013 divisé par les autorisations de dépenses accordées pendant l'exercice précédent.

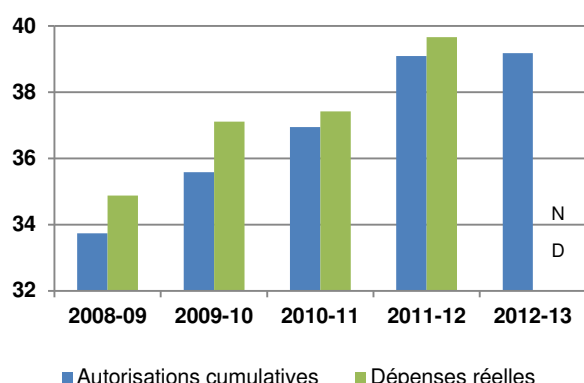
⁶ L'indice de production pétrolière de Terre-Neuve-et-Labrador est fourni pour l'année civile.

(iii) *Dépenses au titre du personnel et des immobilisations*⁷

Le tableau 3 présente les dépenses prévues par article courant présentées dans les Budgets principal et supplémentaires des dépenses de 2012-2013, comparées aux autorisations totales accordées en 2011-2012.

Figure 2-7**Personnel : autorisations et dépenses**⁷

En milliards de dollars



Sources : Budgets principaux et supplémentaires des dépenses, de 2011-2012 et 2012-2013. Comptes publics, de 2009 à 2012.

Les rajustements proposés dans le Budget supplémentaire des dépenses (C) font augmenter les dépenses au titre du personnel de 290 millions de dollars pour les porter à 39,2 milliards de dollars, ce qui représente une progression de 0,2 % par rapport à l'exercice précédent.

Bien que les crédits du personnel ne s'éloignent guère de ceux de 2011-2012, on prévoit que les dépenses réelles au titre du personnel seront comprimées en raison de l'élimination de près de

11 000 postes à temps plein dans les services fédéraux en 2012-2013⁸.

Comme il a été signalé dans des rapports antérieurs du DPB, quelques économies en personnel prévues dans le budget de 2012 devraient être réalisées au moyen d'« affectations bloquées », mesure utilisée par le Conseil du Trésor pour imposer une péremption temporaire ou permanente dans les autorisations totales d'un ministère; dans les faits, les dépenses approuvées sont coupées. En même temps, un grand nombre des coûts ponctuels liés à ces réductions d'effectifs devraient figurer dans les crédits au titre du personnel pendant l'exercice en cours.

Le total des crédits du gouvernement au titre des immobilisations est réduit de 950 millions de dollars par rapport à 2011-2012 (diminution de 13 %) (figure 2-8)⁹, ce qui s'explique en grande partie par la diminution de 1,1 milliard de dollars en un an dans les crédits au titre des immobilisations du MDN, ce qui comprend le rajustement à la baisse de 650 millions de dollars prévu dans le Budget supplémentaire des dépenses (C).

⁷ Bien que le Budget supplémentaire des dépenses énumère toutes les variations brutes aux articles courants, il reste que les compensations faites aux autorisations (p. ex. les fonds disponibles) ne sont pas précisées. Ainsi, les prévisions budgétaires pour les articles courants pourraient être plus élevées ou plus basses, selon la façon dont ces compensations sont affectées.

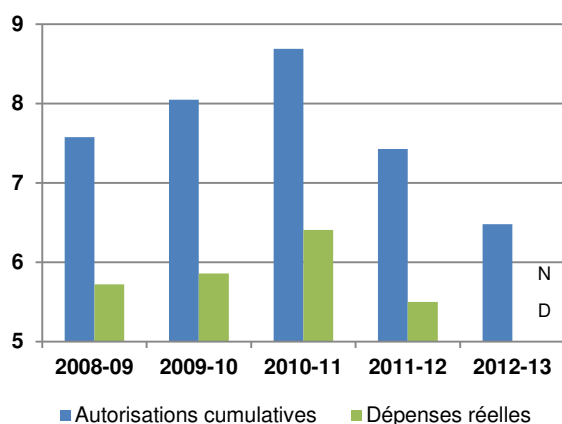
⁸ <http://www.tbs-sct.gc.ca/media/nr-cp/2012/1116-fra.asp>, consulté en février 2013.

⁹ Les dépenses en immobilisations sont calculées comme la somme de deux articles courants, l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages et l'acquisition de machines et de matériel. Les chiffres de 2011-2012 et de 2012-2013 comprennent le nouveau crédit Report du budget en capital.

Figure 2-8

Dépenses en immobilisations⁹

En milliards de dollars



Sources : Budgets principaux et supplémentaires, 2008-2009 à 2012-2013. Comptes publics du Canada, de 2009 à 2012.

3. Autorisations totales de l'exercice à ce jour

Les tableaux 3 et 4 présentent le total cumulatif des autorisations votées et législatives à ce jour, par rapport à celles de l'exercice précédent. Globalement, ces données sont à peu près inchangées par rapport au Budget supplémentaire des dépenses (B), avec des augmentations dans les principaux programmes de transfert (p. ex. Sécurité de la vieillesse, Transfert canadien en matière de santé), compensées par des diminutions dans les subventions et contributions et les paiements d'intérêt sur la dette publique.

4. Exécution du budget de 2012

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) présente en détail les réductions de dépenses de 230 millions de dollars indiquées dans le budget de 2012. Si on tient compte également des 484 millions de dollars expliqués dans le Budget supplémentaire des dépenses (B), environ **la moitié des économies de 1,5 milliard de dollars visées par le gouvernement a été identifiée pour 2012-2013**. Un résumé des coupes, par ministère et organisme, est présenté en annexe (tableau 5).

Pour examiner les progrès accomplis dans l'atteinte des objectifs d'économies du budget de 2012, le DPB a mis à jour sa feuille de calcul du cadre de surveillance en se servant des six premiers mois de dépenses réelles par activité de programme pour 2012-2013, et il a comparé ces chiffres aux objectifs globaux de compression des dépenses par ministère et organisme.

Dans beaucoup d'organisation, les dépenses de l'exercice à ce jour sont conformes aux compressions ciblées dans le budget de 2012, la diminution des dépenses correspondant aux compressions prévues. En revanche, certaines des dépenses réelles de la première moitié de 2012-2013 s'éloignent de ces objectifs. Par exemple, les dépenses de l'exercice à ce jour du MDN ont diminué d'environ 3,2 % par rapport à l'exercice précédent. Selon les objectifs d'économies indiquées à l'automne 2012, le ministère prévoyait réaliser des économies de 178 millions de dollars dans les activités de programme *Disponibilité opérationnelle de la Force de l'armée de terre*, *Disponibilité opérationnelle de la Force maritime* et *Recrutement et formation initiale du personnel* en 2012-2013. Or, les dépenses réelles consacrées à ces activités ont augmenté de 139 millions de dollars au cours des six premiers mois par rapport à 2011-2012¹⁰.

¹⁰ Les chiffres comparatifs d'une année sur l'autre sont calculés à partir des données mensuelles reçues du Système central de gestion des rapports financiers du receveur général du Canada.

5. Conclusion

Les parlementaires pourraient souhaiter obtenir plus d'information sur les postes du plan des dépenses du gouvernement qui présentent les plus grandes variations en valeur ou en pourcentage (p. ex. l'augmentation de 1,6 milliard de dollars des autorisations au titre du fonctionnement au MDN).

Les parlementaires pourraient songer également à demander au gouvernement de communiquer davantage de renseignements sur les plans d'économies prévues par le budget de 2012 et inviter le gouvernement à faire connaître la méthodologie utilisée pour calculer et contrôler les dépenses et les économies dans les services administratifs.

Tableau 1. Variations en dollars les plus fortes pour les autorisations : Budget supplémentaire des dépenses (C) par rapport au cumul annuel¹

Organisation	Autorisations	Δ en milliers de \$	Explication du Budget et des rapports trimestriels
Défense nationale	Dépenses de fonctionnement	1 607 340	Règlement du recours collectif Manuge; Stratégie de défense Le Canada d'abord; nouvelle mission de formation en Afghanistan.
Finances	Intérêts sur la dette publique ³	-762 000	Diminution du taux d'intérêt prévu.
Défense nationale	Dépenses en capital	-648 580	Transferts compensant des dépenses de fonctionnement.
Ressources naturelles	Compte recettes extracôtières T-N	-337 486	Cours du brut plus bas que prévu.
Ressources humaines et Développement des compétences	Transfert à l'assurance-emploi	281 087	Remboursement au Compte de l'assurance-emploi pour des mesures du budget de 2009.
Ressources humaines et Développement des compétences	Radiation de prêts aux étudiants	231 151	Radiation de prêts non recouvrables aux étudiants.
Ressources humaines et Développement des compétences	Supplément de revenu garanti	143 009	Augmentation des taux moyens des prestations.
Ressources humaines et Développement des compétences	Subv. can. pour l'épargne-invalidité	114 500	Estimation révisée du taux de croissance.
Affaires étrangères	Dépenses en capital	106 236	Consolidation du Haut-commissariat du Canada à Trafalgar Square.
Ressources humaines et Développement des compétences	Prestations de sécurité de la vieillesse	104 648	Augmentation des taux moyens des prestations et du nombre de prestataires.

1. Toutes les autorisations du Budget supplémentaire des dépenses (C) 2012-2013 avec des autorisations totales de plus de 5 millions de dollars dans le présent document.

2. Le taux de croissance est la modification des autorisations proposée dans le Budget supplémentaire des dépenses (C) divisée par le total des autorisations de dépenser accordée pendant l'exercice en cours.

3. Ce poste allie deux autorisations : intérêt sur la dette non échue et autres frais d'intérêt.

Tableau 2. Variations en pourcentage les plus fortes pour les autorisations : Budget supplémentaire des dépenses (C) par comparaison au cumul annuel¹

Organisme	Autorisations	Δ % ²	Explication du Budget et des rapports trimestriels	Révision en milliers de dollars
Ressources humaines et développement des compétences	Subv. can. pour l'épargne-invalidité	179%	<i>Estimation révisée du taux de croissance.</i>	114 500
Affaires étrangères	Dépenses en capital	45%	<i>Consolidation du Haut-commissariat du Canada à Trafalgar Square.</i>	106 236
Ressources humaines et développement des compétences	Bons canadiens pour l'épargne-invalidité	42%	<i>Estimation révisée du taux de croissance.</i>	21 800
Ressources naturelles	Compte recettes extracôtières N.-É.	-39%	<i>Cours du gaz naturel et volume de production plus bas que prévu.</i>	-53 196
Ressources naturelles	Compte recettes extracôtières T-N	-34%	<i>Cours du brut plus bas que prévu.</i>	-337 486
Industrie	Obligations contractées en vertu de la Loi sur le financement des petites entreprises du Canada	-32%	<i>Paievements plus faibles que prévus aux prêteurs à l'égard des prêts aux termes de la Loi.</i>	-33 500
Santé Canada	Dépenses en capital	21%	<i>Rénovation d'un immeuble; développement d'un système.</i>	6 572
Défense nationale	Subventions et contributions	-19%	<i>Transferts pour compenser les dépenses de fonctionnement.</i>	-50 000
Défense nationale	Dépenses en capital	-16%	<i>Transferts pour compenser les dépenses de fonctionnement.</i>	-648 580
Services partagés	Dépenses en capital	15%	<i>Investissements dans des systèmes de technologie de l'information.</i>	13 568

1. Toutes les autorisations du Budget supplémentaire des dépenses (C) 2012-2013 avec des autorisations totales de plus de 5 millions de dollars dans le présent document et le Budget principal des dépenses.

2. Le taux de croissance est la modification des autorisations proposée dans le Budget supplémentaire des dépenses (C) divisée par le total des autorisations de dépenses accordé pendant l'exercice en cours.

Tableau 3. Variations en dollars les plus fortes pour les autorisations : Autorisations totales en 2012-2013 par rapport à l'exercice 2011-2012¹

Organisation	Autorisations	Δ en milliers de \$	%	Explication du Budget des dépenses et des rapports trimestriels
Ressources humaines et Développement des compétences	Sécurité de la vieillesse	1 927 074	7%	Augmentation des taux moyens des prestations et du nombre de
Finances	Transfert canadien en santé	1 617 112	6%	Hausse prévue par la loi.
Finances	Intérêt sur la dette publique²	-1 487 000	-5%	Diminution du taux d'intérêt prévu.
Défense nationale	Dépenses en capital	-1 197 290	-26%	Rajustement du calendrier de grandes acquisitions.
Ressources naturelles	Subventions et contributions	-974 469	-57%	Fin du Programme d'écologisation des pâtes et papiers et d'autres programmes de paiements de transfert.
Bureau de l'infrastructure du Canada	Contributions	-802 630	-13%	Diminution Fonds pour l'infrastructure verte; Financement de base pour prov. et terr.
Finance	Péréquation	763 933	5%	Hausse prévue par la loi.
Ressources humaines et Développement des compétences	Subventions et contributions	618 145	7%	Augmentation des taux moyens des prestations.
Défense nationale	Dépenses de fonctionnement	511 533	3%	Règlement du recours collectif Manuge; Stratégie de défense Le Canada d'abord.
Transports	Subventions et contributions	467 911	65%	Hausse des dépenses prévues pour le Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers.

1. Toutes les autorisations du Budget principal des dépenses de 2012-2013 avec autorisations totales de plus de 100 millions de dollars en 2011-2012 ou 2012-2013.

2. Ce poste allie deux autorisations : intérêt sur la dette non échue et autres frais d'intérêt.

Tableau 4. Variations en pourcentage les plus fortes pour les autorisations : Autorisations totales en 2012-2013 par rapport à 2011-2012¹

Organisation	Autorisations	Δ % ²	Explication du Budget des dépenses et des rapports trimestriels	2012-2013 (milliers \$)
Finances	Paielement de péréquation fiscale supplémentaire à la Nouvelle-Écosse	1553%	<i>L'accord de 2005 sur les hydrocarbures extracôtiers et la formule de péréquation de 2007 garantissent qu'il n'y aura aucune réduction des paiements de péréquation.</i>	297 317
Finances	Paielement de péréquation compensatoire supplémentaire – Nouvelle-Écosse	333%	<i>L'accord de 2005 garantit qu'il n'y aura aucune réduction des paiements de péréquation à cause des revenus tirés des ressources extracôticières.</i>	146 059
Affaires autochtones	Dépenses en capital	301%	<i>Règlement de revendications particulières et globales et diverses initiatives.</i>	21 283
Industrie	Subvention à Génome Canada	102%	<i>Aucune.</i>	49 500
Agence du revenu du Canada	Paielements aux provinces - Loi sur le droit à l'exportation de produits de bois d'œuvre	100%	<i>Aucune.</i>	280 000
Sécurité publique et Protection civile	Subventions et contributions	95%	<i>Investissements pour l'aide en cas de catastrophe et d'inondation.</i>	479 441
Bibliothèque et Archives du Canada	Dépenses en capital	87%	<i>Nouveaux rayonnages à haute densité pour la collection.</i>	19 353
Environnement	Subventions et contributions	83%	<i>Programme sur la qualité de l'air; Accord de Copenhague.</i>	171 638
Ressources humaines et Développement des compétences	Subv. can. pour l'épargne-invalidité	80%	<i>Estimation révisée du taux de croissance.</i>	178 300
Musée canadien des droits de la personne	Paielements au Musée canadien des droits de la personne	79%	<i>Fonds pour la construction du bâtiment, les expositions et d'autres frais de fonctionnement.</i>	56 700

1. Toutes les autorisations du Budget principal des dépenses de 2012-2013 avec autorisations totales de plus de 10 millions de dollars en 2011-2012 ou 2012-2013, à l'exclusion des postes non budgétaires.

2. Le taux de croissance est le niveau proposé des dépenses annuelles dans les Budgets principal et supplémentaire de 2012-2013 divisé par les autorisations de dépenses accordées pendant l'exercice précédent.

Tableau 5 : Total des économies du budget de 2012 pour l'exercice 2012-2013				
Organisation	Économies du BSD B	Économies du BSD C	Économies du budget 2012	Économies à identifier
AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADIEN	23,862,770 \$	0 \$	24,400,000 \$	537,230 \$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	10,192,000 \$	2,014,055 \$	14,900,000 \$	2,693,945 \$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE - Agence canadienne d'inspection des aliments	0 \$	0 \$	2,100,000 \$	2,100,000 \$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE - Conseil des produits agricoles du Canada	0 \$	0 \$	100,000 \$	100,000 \$
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	1,602,000 \$	0 \$	2,100,000 \$	498,000 \$
AGENCE DU REVENU DU CANADA	0 \$	0 \$	14,800,000 \$	14,800,000 \$
PATRIMOINE CANADIEN	17,540,800 \$	0 \$	17,800,000 \$	259,200 \$
PATRIMOINE CANADIEN - Société Radio-Canada	0 \$	0 \$	27,800,000 \$	27,800,000 \$
PATRIMOINE CANADIEN - Bibliothèque et Archives du Canada	0 \$	0 \$	3,500,000 \$	3,500,000 \$
PATRIMOINE CANADIEN - Société du Centre national des Arts	0 \$	0 \$	100,000 \$	100,000 \$
PATRIMOINE CANADIEN - Commission des champs de bataille nationaux	0 \$	0 \$	200,000 \$	200,000 \$
PATRIMOINE CANADIEN - Office national du film	0 \$	0 \$	100,000 \$	100,000 \$
PATRIMOINE CANADIEN - Commission de la fonction publique	0 \$	0 \$	2,200,000 \$	2,200,000 \$
PATRIMOINE CANADIEN - Téléfilm Canada	0 \$	0 \$	2,700,000 \$	2,700,000 \$
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	2,325,000 \$	0 \$	26,500,000 \$	24,175,000 \$
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION - Commission de l'immigration et du statut de réfugié	1,889,575 \$	0 \$	3,300,000 \$	1,410,425 \$
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	7,296,000 \$	0 \$	7,400,000 \$	104,000 \$
ENVIRONNEMENT	12,815,900 \$	0 \$	13,300,000 \$	484,100 \$
ENVIRONNEMENT - Agence Parcs Canada	4,507,815 \$	646,919 \$	6,000,000 \$	845,266 \$
FINANCES	1,327,970 \$	0 \$	19,500,000 \$	18,172,030 \$
FINANCES - Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	0 \$	0 \$	900,000 \$	900,000 \$
FINANCES - PPP Canada Inc.	0 \$	0 \$	300,000 \$	300,000 \$
PÊCHES ET OCÉANS	3,600,000 \$	0 \$	3,800,000 \$	200,000 \$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	27,899,946 \$	55,122,234 \$	87,300,000 \$	4,277,820 \$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL - Agence canadienne de développement international	0 \$	140,396,934 \$	152,700,000 \$	12,303,066 \$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL - Centre de recherches pour le développement international	0 \$	0 \$	6,200,000 \$	6,200,000 \$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL - Commission de la capitale nationale	0 \$	0 \$	600,000 \$	600,000 \$

Tableau 5 : Total des économies du budget de 2012 pour l'exercice 2012-2013

Organisation	Économies du BSD B	Économies du BSD C	Économies du budget 2012	Économies à identifier
SANTÉ	71,753,493 \$	0 \$	74,200,000 \$	2,446,507 \$
SANTÉ - Instituts de recherche en santé du Canada	14,393,300 \$	0 \$	15,000,000 \$	606,700 \$
SANTÉ - Agence canadienne de développement économique du Nord	200,000 \$	0 \$	200,000 \$	0 \$
SANTÉ - Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	0 \$	0 \$	800,000 \$	800,000 \$
SANTÉ - Agence de la santé publique du Canada	19,533 \$	5,971,392 \$	13,700,000 \$	7,709,075 \$
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	600,000 \$	0 \$	6,300,000 \$	5,700,000 \$
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES - Société canadienne d'hypothèques et de logement	3,071,000 \$	0 \$	4,400,000 \$	1,329,000 \$
INDUSTRIE	2,500,000 \$	0 \$	49,200,000 \$	46,700,000 \$
INDUSTRIE - Agence spatiale canadienne	806,406 \$	480,481 \$	7,900,000 \$	6,613,113 \$
INDUSTRIE - Commission canadienne du tourisme	0 \$	0 \$	500,000 \$	500,000 \$
INDUSTRIE - Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	10,400,000 \$	0 \$	10,400,000 \$	0 \$
INDUSTRIE - Conseil national de recherches du Canada	1,295,000 \$	0 \$	1,300,000 \$	5,000 \$
INDUSTRIE - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	14,720,000 \$	0 \$	15,000,000 \$	280,000 \$
INDUSTRIE - Conseil de recherches en sciences humaines	6,860,000 \$	0 \$	7,000,000 \$	140,000 \$
INDUSTRIE - Statistique Canada	0 \$	0 \$	8,300,000 \$	8,300,000 \$
JUSTICE	11,309,000 \$	0 \$	12,300,000 \$	991,000 \$
JUSTICE - Service administratif des tribunaux judiciaires	404,000 \$	0 \$	500,000 \$	96,000 \$
JUSTICE - Bureau du directeur des poursuites pénales	230,272 \$	0 \$	8,400,000 \$	8,169,728 \$
JUSTICE - Commissariat à l'information du Canada	0 \$	0 \$	100,000 \$	100,000 \$
JUSTICE - Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	0 \$	0 \$	700,000 \$	700,000 \$
DÉFENSE NATIONALE*	90,889,906 \$	0 \$	318,800,000 \$	227,910,094 \$
DÉFENSE NATIONALE - Centre de la sécurité des télécommunications*	6,498,000 \$	1,262,000 \$	7,900,000 \$	140,000 \$
RESSOURCES NATURELLES	34,898,372 \$	0 \$	72,800,000 \$	37,901,628 \$

*Les données ont été ajustées pour tenir compte de la répartition réelle entre le ministère de la Défense nationale et le Centre de la sécurité des télécommunications.

Tableau 5 : Total des économies du budget de 2012 pour l'exercice 2012-2013

Organisation	Économies du BSD B	Économies du BSD C	Économies du budget 2012	Économies à identifier
RESSOURCES NATURELLES - Commission canadienne de sûreté nucléaire	445 000 \$	0 \$	500 000 \$	55 000 \$
CONSEIL PRIVÉ	1 264 634 \$	0 \$	1 400 000 \$	135 366 \$
CONSEIL PRIVÉ - Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	0 \$	0 \$	500 000 \$	500 000 \$
CONSEIL PRIVÉ - Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	0 \$	0 \$	700 000 \$	700 000 \$
CONSEIL PRIVÉ - Directeur général des élections	0 \$	0 \$	7 500 000 \$	7 500 000 \$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	2 805 547 \$	0 \$	2 900 000 \$	94 453 \$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE - Agence des services frontaliers du Canada	28 247 800 \$	0 \$	31 300 000 \$	3 052 200 \$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE - Service canadien du renseignement de sécurité	8 072 186 \$	1 273 500 \$	13 700 000 \$	4 354 314 \$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE - Service correctionnel	0 \$	0 \$	85 500 000 \$	85 500 000 \$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE - Commission nationale des libérations conditionnelles	0 \$	0 \$	1 600 000 \$	1 600 000 \$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE - Gendarmerie royale du Canada	43 185 643 \$	0 \$	45 700 000 \$	2 514 357 \$
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	0 \$	2 557 009 \$	1 500 000 \$	-1 057 009 \$
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX - Services partagés Canada	0 \$	14 891 646 \$	74 700 000 \$	59 808 354 \$
TRANSPORTS	0 \$	5 458 652 \$	37 000 000 \$	31 541 348 \$
TRANSPORTS Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	0 \$	0 \$	19 400 000 \$	19 400 000 \$
TRANSPORTS - Marine Atlantique S.C.C.	0 \$	0 \$	500 000 \$	500 000 \$
TRANSPORTS - VIA Rail Canada Inc.	5 139 000 \$	0 \$	6 500 000 \$	1 361 000 \$
CONSEIL DU TRÉSOR - Secrétariat du Conseil du Trésor	1 927 026 \$	0 \$	7 600 000 \$	5 672 974 \$
CONSEIL DU TRÉSOR - École de la fonction publique du Canada	0 \$	0 \$	2 800 000 \$	2 800 000 \$
ANCIENS COMBATTANTS	594 000 \$	0 \$	36 100 000 \$	35 506 000 \$
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	6 548 136 \$	0 \$	6 600 000 \$	51 864 \$
TOTAL	483 937 030 \$	230 074 822 \$	1 460 300 000 \$	746 288 148 \$